



AEF Dépêche n°511775 - Paris, le 02/12/2015 17:06:00
- Coursus et Insertion -

Compte : reception temps réel - (103142) - 217.114.201.5 - www.aef.info

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

"Le risque d'uberisation' de l'enseignement supérieur" est une "probabilité à laquelle il faut se préparer" (T.Mandon)

Par **Cyril Duchamp**



Thierry Mandon, secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

© AEF / RLB

"Nous sommes convaincus du choc qui se prépare" dans un contexte de "mondialisation de l'enseignement supérieur" avec "des efforts considérables développés par des acteurs privés qui commencent par des Moocs et finissent par créer des universités virtuelles", estime Thierry Mandon, secrétaire d'État à l'ESR, lors d'une présentation de la nouvelle plateforme de Moocs FUN, le 2 décembre 2015. Insistant sur la priorité donnée par le ministère à la "stratégie de transformation numérique", il évoque un "risque d'uberisation de l'enseignement supérieur français" qu'il voit comme "une possibilité, une probabilité même, à laquelle il faut se préparer". Il annonce notamment la création prochaine d'un poste rattaché à la Dgesip de "chief technology officer", et souligne que dans le PIA 3 "un accent très fort sera mis sur l'innovation pédagogique liée au numérique".

La "stratégie de transformation numérique du ministère" est une "priorité" tant "nous sommes convaincus du choc qui se prépare" avec un "risque d'uberisation de l'enseignement supérieur français", indique le secrétaire d'État Thierry Mandon, le 2 décembre 2015. Ce risque "n'est pas virtuel", prévient-il, c'est "une possibilité, une probabilité même, à laquelle il faut se préparer". Évoquant un contexte de "mondialisation de l'enseignement supérieur", il constate que "des efforts considérables sont développés par des acteurs privés" qui se positionnent en commençant par une offre de Moocs avec l'éventualité qu'ils "finissent par des universités virtuelles".

Un "chief technology officer" à la Dgesip

"Nous allons créer en rattachement à la Dgesip un poste de 'chief technology officer', qui aura pour charge de penser systématiquement la transformation numérique chaque fois que nous mettons en place une stratégie ministérielle", indique Thierry Mandon. Il aura notamment pour rôle d'assurer la "collecte des données" liées ces stratégies.

La France a mis en place depuis 2013 une initiative nationale autour des Moocs avec la plateforme FUN, destinée à mutualiser les développements d'établissements d'enseignement supérieur français. FUN totalise aujourd'hui plus de 1,4 million d'inscriptions pour 212 sessions de cours proposées par 62 structures d'enseignement, soit 520 000 apprenants recensés et 151 Moocs disponibles, précise Thierry Mandon.

Interrogée sur ce point lors de la présentation à la presse, Catherine Mongenet, chargée de mission FUN, précise qu'un appel à propositions avec mise en concurrence sera lancé cette semaine pour que, "fin mars ou début avril", les établissements proposant des Moocs sur la plateforme aient "la possibilité de faire passer une certification" grâce à l'organisation d'un examen à distance. Il s'agit ainsi de "généraliser à travers FUN l'accès à des outils de certification à distance", sans que les établissements qui le souhaitent aient à engager une procédure administrative pour retenir un prestataire.

ASSOCIER PLUS ÉTROITEMENT LE MONDE DE L'ENTREPRISE

Par ailleurs, le modèle économique de FUN, qui consiste actuellement en un financement ministériel, "pourra évoluer" tout en conservant une aide budgétaire du ministère, mais aussi en faisant appel à des "partenaires privés" et en investissant davantage le champ de la formation professionnelle, indique Thierry Mandon. La réflexion actuellement conduite doit permettre d'être en situation d'agréger des partenaires pas forcément publics et d'engranger des recettes".

Le GIP, constitué en octobre (lire sur AEF), compte sept membres qui seront rejoints par 22 autres début 2016, dont 15 Comue, soit au total entre 150 et 200 établissements, indique son président Jean-Louis Bougeret, également conseiller du président de la Comue PSL. FUN devra proposer "de nouveaux services", notamment au travers de développements techniques destinés à enrichir les interactions et les apprentissages personnalisés tels que le prévoit le projet "Eiffel" porté par l'université de Montpellier dans le cadre des Idefi (lire sur AEF). L'objectif est aussi de "renforcer le rapprochement avec les acteurs socio-économiques autour d'une offre académique francophone". Jean-Louis Bougeret souligne par ailleurs "les potentialités de la francophonie", FUN attirant par exemple sur sa plateforme des étudiants africains qui représentent 17 % des inscrits.

L'expérience du Cnam autour de la certification

La reconnaissance de Moocs par la certification ou l'attribution de crédits ECTS fait déjà l'objet d'expérimentations du côté du Cnam,

souligne son administrateur général Olivier Faron.

C'est le cas par exemple de la formation "du manager au leader 2.0", testée notamment par Air France pour une trentaine de managers, ou encore du Mooc "désir d'entreprendre" qui a fait l'objet de partenariats signés avec quatre universités marocaines (1) qui est intégré dans le cursus de plus de 2000 doctorants.

"Pour le Maroc, nous souhaitons aller vers des certifications et des reconnaissances plus approfondies", ajoute Olivier Faron, et cette "expérience sera suivie par une initiative comparable en Tunisie".

Le Cnam a touché au total environ 200 000 auditeurs avec une vingtaine de Moocs, "qui sont intégrés dans l'offre de formation de grandes universités francophones allant d'Haïti au Laos" et "permettent de tisser des partenariats comme avec l'institut Pasteur et avec le monde industriel".

LA CIBLE FORMATION CONTINUE

Pour se positionner sur le champ de la formation continue, des partenariats ont été signés entre FUN et Opcalim (lire sur AEF) ainsi qu'avec l'ITII. Avec l'Opca des métiers de l'alimentation, l'accord signé en avril dernier pour trois ans se traduira par une "première déclinaison dès mars avec un Mooc pour les professionnels du management RH sur 'former et développer les compétences'", signale Michel Kerling, président d'Opcalim.

Une "première version" sous la forme d'un Spoc dédié aux professionnels du secteur alimentaire sera suivie de "sessions" plus ouvertes "pour ceux qui le souhaitent". Pour lui, ces modalités de formations représentent "un levier pour contribuer aux objectifs de branche en termes de développement des compétences". Avec le réseau ITII, un "partenariat de compétences" de trois renouvelables a été signé le 6 novembre pour développer des Moocs destinés à répondre aux besoins de la formation des apprentis et des salariés.

"MOBILISATION GÉNÉRALE" SUR LA "TRANSFORMATION NUMÉRIQUE"

Concernant l'innovation pédagogique apportée par les Moocs, et le numérique en général, Thierry Mandon souhaite mettre l'accent sur les Espé pour "leur donner comme un des axes centraux de recherche la transformation numérique". De la sorte, les Espé permettraient à l'enseignement supérieur français de disposer d'un "outil pour concevoir et expérimenter" et constitueraient "un instrument considérable d'innovation pédagogique". Par ailleurs, le secrétaire d'État annonce qu'un "accent très fort sera mis sur l'innovation pédagogique liée au numérique" dans le cadre du PIA 3 (lire sur AEF), "avec un programme dédié et un financement d'importance pour accélérer cette transformation".

Enfin, le ministère souhaite organiser "chaque année" une "journée du numérique dans l'enseignement supérieur". Le premier événement de ce type est prévu pour "mars ou avril", il "réunira tous les acteurs et aura pour objectif de valoriser toutes les initiatives des établissements" pour constituer un "moment de mobilisation générale autour de la transformation numérique".

La transformation numérique au cœur des RUE 2016 les 24 et 25 mars 2016

En partenariat avec le MENESR, la CPU, la CGE, la Cdefi, le CGI et la CDC, l'édition 2016 des RUE, le salon professionnel de l'enseignement supérieur et de la recherche organisé par Groupe AEF, abordera la question de la transformation numérique de l'Enseignement supérieur et la Recherche autour de **7 thèmes**, avec une cinquantaine d'entreprises représentant de grands groupes, des PME, des start-up dédiées aux EdTech, des universités et des Comue, des écoles, des organismes de recherche :

La formation initiale, avec l'impact des réseaux sociaux sur l'évaluation de l'insertion professionnelle et l'image des établissements, les nouveaux métiers du numérique, les Idefi -N, le design et la création numérique.

La formation continue, et les changements induits par le développement de la formation continue à distance, les Moocs, la formation continue des personnels de santé, etc.

La recherche, avec ce que change la nouvelle loi sur le numérique pour les chercheurs, les universités et l'open data, l'Open science que d'aucuns considèrent comme un mouvement inéluctable, les nouveaux services aux chercheurs avec les approches de type "big data".

La dématérialisation, avec l'enjeu des systèmes d'information, la simplification des procédures, les conséquences sur les diplômes ou encore sur la GBCP.

Les questions juridiques, avec la réutilisation de données publiques, les restrictions d'accès aux données de la recherche, la protection des données personnelles, etc.

Les Campus du futur, avec les data centers perçus sous l'angle du développement durable ; les campus digitalisés (objets et salles connectés par exemple) face à l'enjeu de la maîtrise énergétique ; la modularité des environnements d'étude pensée pour une évolution sur 10 ou 20 ans, etc.

L'économie du numérique éducatif, avec les French Tech et l'explosion attendue des Edtech dédiées au supérieur.

(1) Il s'agit des universités Hassan-II de Casablanca, Cadi Ayyad de Marrakech, Abdelmalek Essaadi de Tanger-Tétouan et Mohammed-V de Rabat